

ne va pas dans ce domaine et certaines ont publié des renseignements précieux. La dernière a été la Commission Walsh de 1952, je crois, et ses travaux ont abouti à une certaine action. Je demande au ministre de ne rien oublier de toutes les améliorations que permettraient d'apporter les renseignements qu'il possède déjà. Et pour élargir ses connaissances, je l'invite, ainsi que ses fonctionnaires, à se rendre au Labrador et dans le Nord de Terre-Neuve aussitôt que possible. Quand il se sera rendu compte des besoins et qu'il aura recueilli les renseignements nécessaires, qui sont déjà à sa disposition, tout ce que je lui demande, c'est d'appliquer les programmes qui s'imposent. Certains de ces programmes sont simples. Certains sont essentiels. Ils ont pour objet de permettre au pêcheur d'accroître ses prises et ainsi gagner plus d'argent. Certains de ces programmes, comme l'intensification ou la poursuite de la recherche, sont plus compliqués, mais aucun obstacle n'est insurmontable. Il y a une solution à tous ces problèmes, et quand on connaît le besoin, il faut se mettre à l'œuvre.

J'aimerais aussi signaler la présence d'un brise-glace russe dans les pêcheries de phoques cette année. C'est un signe des temps, un signe de la concurrence grandissante qui nous sera livrée dans tous les secteurs de l'industrie de la pêche. Il serait peut-être bon d'envisager, en temps voulu, de mettre des brise-glace à la disposition de nos bateaux qui font la pêche au phoque.

Le gouvernement de Terre-Neuve fait actuellement des essais avec un nouveau genre de chalutier. On espère que l'entreprise sera rentable. Cependant je dirai au ministre en passant, que, comme les constatations seront mises à la portée de l'ensemble du pays, le gouvernement fédéral devait envisager de partager la perte avec la province, si perte il y a.

Pour finir, je souligne de nouveau la nécessité de consacrer à l'industrie de la pêche des sommes relativement faibles pour que la pêche soit plus rentable, que les pêcheurs soient plus indépendants, que les produits de la pêche rapportent plus de bénéfices au Canada et que l'industrie se développe plus rapidement que précédemment par rapport à l'accroissement de notre population et de nos exigences économiques, cela pour le plus grand bien des pêcheurs et de la population en général.

M. Crouse: Monsieur le président, à titre de député de Queens-Lunenburg, l'une des plus anciennes et des plus fameuses circonscription de pêche de la Nouvelle-Écosse, c'est avec plaisir que je prends part à la discussion des prévisions de dépenses du ministère des Pêcheries. Je commencerai par féliciter le

ministre de son administration consciencieuse du ministère. Les ressources de poisson et de crustacés qui abondent sur les côtes canadiennes font un apport formidable à notre économie nationale ainsi qu'à l'alimentation de notre pays et des autres. Ces ressources méritent l'attention soutenue non seulement du gouvernement, mais aussi des organismes privés.

L'industrie de la pêche a pour matière première une source constamment renouvelée de richesse nationale qui peut être gardée à son niveau actuel et même être augmentée considérablement grâce à une administration rationnelle et à une planification soigneuse. Toutefois, si ces ressources sont négligées ou surexploitées, elles disparaîtront, et cela pose aux pêcheurs canadiens un perpétuel problème. La surveillance de cette grande ressource ressortit au gouvernement, mais pour qu'on obtienne les meilleurs résultats, il est essentiel qu'il existe une collaboration de tous ceux qu'intéresse l'industrie de la pêche, soit les pêcheurs, les sociétés de pêche, les entreprises de préparation, les vendeurs et le grand public.

Le ministère des Pêcheries a fait de grands progrès sous la direction du ministre actuel, mettant l'accent notamment sur l'Office des recherches sur les pêcheries. Ce secteur progressiste du ministère des Pêcheries a fait des études sur l'océanographie et sur les pêcheries et, à mon avis, les renseignements recueillis seront très précieux pour les pêcheurs canadiens.

Nous oublions trop facilement que le quart seulement de la surface du globe est couvert de terre, et que les trois quarts ou presque sont couverts d'eau. De la terre qui forme ce quart la moitié seulement ou à peu près est habitable et une bien plus faible partie encore est arable. Environ trois milliards d'êtres humains vivent actuellement sur la partie habitable du globe, soit à peu près un milliard de plus qu'il y a un demi-siècle. Selon les spécialistes, au rythme actuel du taux de croissance, la terre comptera quatre milliards d'habitants d'ici quinze ans et six milliards, ou deux fois plus que la population actuelle, dans environ quarante ans. Il faudra du terrain et des vivres pour ces nouveaux venus. S'il nous faut nourrir un autre milliard de personnes d'ici quinze ans, nous devrons certes trouver une source d'approvisionnement plus féconde que la mise en valeur de nouvelles terres. La seule source alimentaire de quelque importance que l'on n'a pas encore utilisée, c'est l'océan. Ces dernières années, le Royaume-Uni, les États-Unis, la Russie, la France, le Japon, de fait, presque tous les pays du monde, n'ont cessé d'affecter des fonds considérables à l'acquisition de flottes de pêche considérables composées de navires modernes et hautement